

Ministère de l'Education nationale et « Ministerie van Onderwijs »

Observatoire royal de Belgique. Emploi à conférer, p. 5297.

Ministère de l'Emploi et du Travail

Dépôt de conventions collectives de travail, p. 5298.

Ministère de la Justice

Direction du Moniteur belge. Brochures et tirés à part, p. 5302.

Exécutifs — Ministère de la Communauté française

Formation professionnelle des personnes travaillant dans l'agriculture, p. 5304.

Ministerie van Onderwijs en « Ministère de l'Education nationale »

Koninklijke Sterrenwacht van België. Te begeven betrekking, p. 5297.

Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid

Neerlegging van collectieve arbeidsovereenkomsten, bl. 5298.

Ministerie van Justitie

Bestuur van het Belgisch Staatsblad. Brochures en overdrukken, bl. 5302.

Executieven — Ministerie van de Franse Gemeenschap

Scholing van de personen die in de landbouw werkzaam zijn, bl. 5305.

LOIS, DÉCRETS ET RÈGLEMENTS

MINISTÈRE DE LA RÉGION BRUXELLOISE

F. 89 — 607

8 MARS 1989. — Arrêté royal
créant l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi créant des institutions communautaires et régionales provisoires, coordonnée le 20 juillet 1979;

Vu la loi du 21 août 1987 modifiant la loi organisant les agglomérations et fédérations de communes et portant des dispositions relatives à la Région bruxelloise, notamment l'article 28;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises;

Vu l'accord du Ministre de la Région bruxelloise responsable du Budget, donné le 9 novembre 1988;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Vu la délibération au sein de l'Exécutif de la Région bruxelloise du 1^{er} février 1989;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Région bruxelloise et de Nos Secrétaires d'Etat à la Région Bruxelloise,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Il est créé pour la Région de Bruxelles-Capitale un organisme d'intérêt public ayant la personnalité civile sous la dénomination « Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement », en abrégé « I.B.G.E. », dénommé ci-après l'Institut.

§ 2. L'Institut est soumis aux règles fixées pour les organismes visés à l'article 1^{er}, A, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

§ 3. L'Institut a son siège dans la Région de Bruxelles-Capitale.

§ 4. L'activité de l'Institut se limite à la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 2. § 1^{er}. L'Institut est représenté et géré par l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, dénommé ci-après l'Exécutif.

L'Exécutif est compétent pour accomplir tous les actes de gestion.

§ 2. La gestion journalière de l'Institut est assurée par un fonctionnaire dirigeant et un fonctionnaire dirigeant adjoint, qui sont nommés par l'Exécutif et qui appartiennent à des rôles linguistiques différents.

Toutes les décisions du fonctionnaire dirigeant, tant internes qu'externes, sont consignées par écrit; elles doivent porter les signatures du fonctionnaire dirigeant et du fonctionnaire dirigeant adjoint. L'Exécutif détermine les délégations de pouvoirs qui leur sont accordées et arrête les cas dans lesquels leur signature conjointe n'est pas exigée.

Art. 3. § 1^{er}. En matière d'environnement, l'Institut est chargé de toutes les missions de gestion et de contrôle visées aux §§ 2 et 3, dans la mesure où celles-ci relèvent de la compétence de la Région de Bruxelles-Capitale.

§ 2. L'Institut est chargé des missions suivantes :

— réaliser des recherches et des études relatives à l'environnement;

— émettre des avis relatifs à l'environnement, soit d'initiative, soit à la demande de l'Exécutif;

WETTEN, DECRETEN EN VERORDENINGEN

MINISTERIE VAN HET BRUSSELSE GEWEST

N. 89 — 607

8 MAART 1989. — Koninklijk besluit
tot oprichting van het Brussels Instituut voor Milieubeheer

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet tot oprichting van voorlopige gewestinstellingen, gecoördineerd op 20 juli 1979;

Gelet op de wet van 21 augustus 1987 tot wijziging van de wet houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten en houdende bepalingen betreffende het Brussels Gewest, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen;

Gelet op het akkoord van de Minister van het Brussels Gewest, verantwoordelijk voor de Begroting, gegeven op 9 november 1988;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Gelet op de beraadslaging binnen de Executieve van het Brussels Gewest van 1 februari 1989;

Op de voordracht van Onze Minister van het Brussels Gewest en Onze Staatssecretarissen voor het Brussels Gewest,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. § 1. Er wordt voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een instelling van openbaar nut met rechtspersoonlijkheid opgericht onder de benaming « Brussels Instituut voor Milieubeheer », afgekort « B.I.M. », hierna het Instituut genoemd.

§ 2. Het Instituut is onderworpen aan de regels, vastgesteld voor de instellingen bedoeld in artikel 1, A, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

§ 3. Het Instituut heeft zijn zetel in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

§ 4. De werking van het Instituut beperkt zich tot het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Art. 2. § 1. Het Instituut wordt vertegenwoordigd en beheerd door de Executieve van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, hierna de Executieve genoemd.

De Executieve is bevoegd om alle daden van beheer te stellen.

§ 2. Het dagelijks bestuur van het Instituut wordt waargenomen door een leidend ambtenaar en een adjunct-leidend ambtenaar die door de Executieve worden benoemd en die tot een verschillende taalrol behoren.

Alle beslissingen van de leidend ambtenaar, zowel interne als externe, moeten op schrift worden gesteld; ze moeten worden ondertekend door de leidend ambtenaar en door de adjunct-leidend ambtenaar. De Executieve bepaalt de delegaties van bevoegdheden die hun worden toegekend en beslist in welke gevallen hun gezamenlijke handtekeningen niet zijn vereist.

Art. 3. § 1. Het Instituut is, wat het leefmilieu betreft, belast met de in §§ 2 en 3 van dit artikel bedoelde taken inzake beheer en controle, voor zover deze tot de bevoegdheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest behoren.

§ 2. Het Instituut is belast met de volgende taken :

— het verwezenlijken van onderzoeken en studies betreffende het leefmilieu;

— het verstrekken van adviezen betreffende het leefmilieu, uit eigen beweging of op verzoek van de Executieve;

— étudier l'application et la transposition des règles des Communautés européennes en matière d'environnement, ainsi que formuler des avis en la matière à l'Exécutif;

— assister les pouvoirs locaux en établissant des schémas directeurs pour l'environnement et des audits et en fournissant des avis et de l'aide en matière d'environnement;

— émettre des avis en matière d'octroi des autorisations d'exploitation;

— contrôler, surveiller et lutter contre la pollution de l'air, de l'eau et du sol, l'agression sonore et l'enlèvement des déchets;

— constituer et gérer une banque de données relative à la gestion de l'environnement;

— établir, contrôler, organiser et proposer à l'Exécutif un plan de déchets;

— encourager le recyclage et le réemploi des déchets;

— surveiller la qualité des sols et leur assainissement;

— surveiller la qualité des eaux de surface;

— protéger et conserver la nature, surveiller la flore, la faune et les ressources naturelles;

— gérer les sites naturels et semi-naturels.

§ 3. L'Exécutif peut charger l'Institut d'autres missions que celles visées au § 2 et définir les conditions selon lesquelles l'Institut exerce ses missions.

Art. 4. Pour réaliser ses missions l'Institut peut conclure des contrats avec des personnes physiques et des personnes morales publiques ou privées et en particulier avec des institutions universitaires et interuniversitaires.

Pour réaliser ses missions l'Institut a la possibilité de s'associer à des sociétés et les contrôler.

Art. 5. L'Institut peut, à ses frais, acquérir tous les biens immobiliers jugés nécessaires pour réaliser ses objectifs, soit à l'amiable, soit par expropriation à l'intervention de l'Exécutif.

L'Exécutif aliène pour le compte et au profit de l'Institut tous les biens immobiliers devenus disponibles.

Les fonctionnaires de l'administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines sont compétents pour passer les actes d'acquisition ou d'aliénation des biens immobiliers. Ils procèdent aux poursuites et suivent les procédures d'expropriation au nom de l'Exécutif.

Art. 6. L'Institut a pour ressources :

1° les crédits repris au budget de la Région de Bruxelles-Capitale;

2° les legs et donations faits en sa faveur;

3° les recettes liées à son action et les indemnités pour prestations;

4° les moyens prévus par la loi;

5° les subsides et revenus occasionnels.

Art. 7. § 1er. Il est institué auprès de l'Institut une Commission consultative. Cette Commission comprend en tout cas des représentants des organisations représentatives, d'entreprises ainsi que des personnes désignées en raison de leur compétence scientifique en la matière.

Cette Commission donne, soit d'initiative, soit à la demande du fonctionnaire dirigeant et du fonctionnaire dirigeant adjoint, de l'Exécutif ou du membre de l'Exécutif qui a l'environnement et la protection et la conservation de la nature dans ses attributions, des avis relatifs à la protection et à l'amélioration de l'environnement, à la protection et la conservation de la nature.

Le membre susvisé de l'Exécutif peut autoriser la Commission à prendre connaissance de tous les documents qui peuvent être nécessaires à l'exercice de sa mission consultative. L'Exécutif fixera la composition et les modalités de fonctionnement de la Commission.

§ 2. Deux groupes linguistiques sont constitués au sein de la Commission; deux tiers des membres doivent appartenir au groupe linguistique le plus nombreux et un tiers au groupe linguistique le moins nombreux.

L'appartenance des membres aux groupes linguistiques doit être confirmée par les membres de l'Exécutif.

Art. 8. Les dispositions relatives à l'emploi des langues en matière administrative applicables aux services du Ministère de la Région bruxelloise, sont applicables à l'Institut.

— het bestuderen van de toepassing en de omzetting van de regels van de Europese Gemeenschappen inzake leefmilieu, alsook het geven van advies ter zake aan de Executieve;

— het bijstaan van de plaatselijke besturen door het opmaken van milieu-richtplannen en audits en door het verlenen van raad en bijstand inzake leefmilieu;

— het verlenen van advies betreffende exploitatievergunningen;

— het controleren, houden van toezicht op het bestrijden van de lucht-, water- en bodemverontreiniging, geluidshinder en het verwijderen van afvalstoffen;

— het oprichten en beheren van een databank in verband met milieubeheer;

— het opmaken, het controleren, het organiseren en het aan de Executieve voorstellen van een afvalstoffenplan;

— het bevorderen van recyclage en hergebruik van afvalstoffen;

— het toezien op de kwaliteit van de bodem en de bodemsanering;

— het toezien op de kwaliteit van de oppervlaktewateren;

— het natuurbehoud en de natuurbescherming, het toezicht op fauna, flora en de natuurlijke hulpbronnen;

— het beheren van de natuurgebieden en de semi-natuurgebieden.

§ 3. De Executieve kan andere taken dan deze bedoeld in § 2 aan het Instituut opdragen en de voorwaarden waaronder het Instituut zijn taken uitvoert nader omschrijven.

Art. 4. Om zijn opdrachten te vervullen kan het Instituut overeenkomsten sluiten met natuurlijke personen en publiek- of privaatrechtelijke rechtspersonen en inzonderheid met universitaire of interuniversitaire instellingen.

Om zijn taken te vervullen kan het Instituut vennoot worden in maatschappijen en deze controleren.

Art. 5. Het Instituut kan op eigen kosten alle onroerende goederen verwerven, die nodig geoordeeld worden om zijn doelstellingen te verwezenlijken, hetzij in der minne, hetzij door ontegeningen door tussenkomst van de Executieve.

De Executieve vervreemdt voor rekening en ten bate van het Instituut alle beschikbaar geworden onroerende goederen.

De ambtenaren van de administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen zijn bevoegd om de akten van aankoop of vervreemding van de onroerende goederen te verlijden. Zij verrichten de vervolgingen en voeren de ontegeningsprocedures in naam van de Executieve.

Art. 6. Het Instituut heeft als middelen :

1° de in de begroting van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest opgenomen kredieten;

2° de in zijn voordeel gedane schenkingen en legaten;

3° de aan zijn werkzaamheden verbonden inkomsten en vergoedingen voor prestaties;

4° de door de wet toegekende middelen.

5° subsidies en toevallige inkomsten.

Art. 7. § 1. Bij het Instituut wordt een Commissie van Advies ingesteld. Deze Commissie omvat in ieder geval vertegenwoordigers van de representatieve organisaties, van bedrijven evenals personen aangesteld om reden van hun wetenschappelijke bevoegdheid.

Deze Commissie geeft uit eigen beweging of op aanvraag van de leidend ambtenaar en de adjunct-leidend ambtenaar, van de Executieve of van het lid van de Executieve tot wiens bevoegdheid het leefmilieu, het natuurbehoud en de natuurbescherming behoren, adviezen betreffende de bescherming en verbetering van het leefmilieu en de natuurbescherming en het natuurbehoud.

Het hiervoor bedoelde lid van de Executieve kan aan de Commissie inzage verlenen van alle documenten die noodzakelijk kunnen zijn voor haar adviserende taak. De Executieve bepaalt de samenstelling en de werkwijze van de Commissie.

§ 2. In de Commissie worden twee taalgroepen gevormd, waarbij twee derde van de leden tot de meest talrijke taalgroep en één derde van de leden tot de minst talrijke taalgroep moeten behoren.

De aanhorigheid van de leden bij deze taalgroepen dient bekrachtigd te worden door de leden van de Executieve.

Art. 8. De bepalingen betreffende het gebruik van de talen in bestuurszaken die gelden voor de diensten van het Ministerie van het Brusselse Gewest, zijn van toepassing op het Instituut.

Art. 9. L'Exécutif fixera l'exécution du présent arrêté.

Pour l'application de l'article 47, § 1er, de la loi spéciale relative aux institutions bruxelloises, le Roi fixera l'exécution du présent arrêté par arrêté délibéré au sein de l'Exécutif.

Art. 10. Notre Ministre de la Région bruxelloise et Notre Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 mars 1989.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Région bruxelloise,
Ph. MOUREAUX

Le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise,
J.-L. THYS

Le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise,
J. VALKENIERS

MINISTERE DE LA PREVOYANCE SOCIALE

F. 89 — 608

1er MARS 1989. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 25 octobre 1971 portant exécution de la loi du 20 juillet 1971 instituant les prestations familiales garanties

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 20 juillet 1971 instituant des prestations familiales garanties, notamment l'article 3, alinéas 3 et 4, modifié par l'arrêté royal n° 6 du 11 octobre 1978;

Vu l'arrêté royal du 25 octobre 1971 portant exécution de la loi du 20 juillet 1971 instituant des prestations familiales garanties, notamment l'article 6, alinéas 1er et 2, modifié par les arrêtés royaux des 11 octobre 1978, 27 juillet 1983 et 7 octobre 1987;

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

Vu l'urgence;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire d'adapter les limites des ressources au-delà desquelles les prestations familiales garanties ne sont plus accordées, au montant maximum du revenu garanti aux personnes âgées;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. A l'article 6, alinéa 1er de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 portant exécution de la loi du 20 juillet 1971 instituant des prestations familiales garanties, modifié par les arrêtés royaux des 11 octobre 1978, 27 juillet 1983 et 7 octobre 1987, le montant « 27 356 » est remplacé par le montant « 27 840 ».

Art. 2. A l'article 6, alinéa 2, du même arrêté royal du 25 octobre 1971, modifié par les arrêtés royaux des 11 octobre 1978, 27 juillet 1983 et 7 octobre 1987, les montants « 27 357 », « 29 856 », « 29 857 », « 32 356 », « 32 357 » et « 34 856 » sont remplacés respectivement par les montants « 27 841 », « 30 340 », « 30 341 », « 32 840 », « 32 841 » et « 35 340 ».

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1989.

Art. 4. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 1er mars 1989.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
Ph. BUSQUIN

Art. 9. De Executieve regelt de uitvoering van dit besluit.

Voor de toepassing van artikel 47, § 1, van de bijzondere wet met betrekking tot de Brusselse instellingen, regelt de Koning de uitvoering van dit besluit bij in de Executieve overlegd besluit.

Art. 10. Onze Minister van het Brusselse Gewest en Onze Staatssecretaris voor het Brusselse Gewest zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 maart 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van het Brusselse Gewest,
Ph. MOUREAUX

De Staatssecretaris voor het Brusselse Gewest,
J.-L. THYS

De Staatssecretaris voor het Brusselse Gewest,
J. VALKENIERS

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

N. 89 — 608

1 MAART 1989. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot uitvoering van de wet van 20 juli 1971 tot instelling van gewaarborgde gezinsbijslag

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 20 juli 1971 tot instelling van gewaarborgde gezinsbijslag, inzonderheid op artikel 3, derde en vierde lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 6 van 11 oktober 1978;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot uitvoering van de wet van 20 juli 1971 tot instelling van gewaarborgde gezinsbijslag, inzonderheid op artikel 6, eerste en tweede lid, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 oktober 1978, 27 juli 1983 en 7 oktober 1987;

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale voorzorg, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het noodzakelijk is de bestaansmiddelen grenzen waarboven de gewaarborgde gezinsbijslag niet meer wordt verleend, gelijk te stellen met het maximum bedrag van het gewaarborgd inkomen voor bejaarden;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 6, eerste lid, van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot uitvoering van de wet van 20 juli 1971 tot instelling van gewaarborgde gezinsbijslag, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 oktober 1978, 27 juli 1983 en 7 oktober 1987, wordt het bedrag « 27 356 » vervangen door het bedrag « 27 840 ».

Art. 2. In artikel 6, tweede lid, van hetzelfde koninklijk besluit van 25 oktober 1971, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 oktober 1978, 27 juli 1983 en 7 oktober 1987, worden de bedragen « 27 357 », « 29 856 », « 29 857 », « 32 356 », « 32 357 » en « 34 856 » respectievelijk vervangen door de bedragen « 27 841 », « 30 340 », « 30 341 », « 32 840 », « 32 841 » en « 35 340 ».

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1989.

Art. 4. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 1 maart 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
Ph. BUSQUIN